« Looking from the side lines » : retours sur la Turquie de Angry nation et de Another Empire

Entretien avec Kerem Öktem

Serge Weber

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/13575>

DOI : [10.4000/echogeo.13575](https://doi.org/10.4000/echogeo.13575)

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Serge Weber, « « Looking from the side lines » : retours sur la Turquie de Angry nation et de Another Empire », *EchoGéo* [En ligne], 25 | 2013, mis en ligne le 10 octobre 2013, consulté le 11 août 2021.

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13575> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13575>

Ce document a été généré automatiquement le 11 août 2021.

EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International (CC BY-NC-ND)

« Looking from the side lines » : retours sur la Turquie de Angry nation et de Another Empire

Entretien avec Kerem Öktem

Serge Weber

- 1 Cet entretien a été conduit à Paris en septembre 2013 et traduit de l'anglais par Serge Weber, Maître de conférences à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et membre de l'ANR SYSREMO (Géographies de la mondialisation : émergence d'un système régional au Moyen-Orient, Rennes 2).
- 2 Kerem Öktem est chercheur au European Studies Centre, St Antony's College, Université d'Oxford. Il a publié :
 - Öktem Kerem, 2011. *Angry Nation. Turkey since 1989*. Londres, Zed books.
 - Öktem Kerem, Kadioglu Ayse, Karli Mehmet (dir.), 2012. *Another Empire. A Decade of Foreign Policy under the Justice and Development Party*. Istanbul, Bilgi University Press.
- 3 - Serge Weber (SW). Kerem Öktem, vous êtes un passeur d'idées et de critiques, à cheval entre deux disciplines, la géographie et la science politique. Vous êtes vous-même en constante circulation entre le Royaume-Uni, la Turquie, l'Allemagne et de nombreux autres pays. Vous écrivez en trois langues, *Angry Nation* a même été traduit en arabe et publié par la maison d'édition Soutour au Caire. Vous avez écrit sur des sujets peu défrichés, à une époque où ils l'étaient encore moins, le dialogue turco-arménien et le dialogue turco-kurde. Vous avez multiplié les passerelles entre monde académique et une réception plus large, notamment à travers la sphère de l'information critique en ligne¹... pourriez-vous rappeler en quelques mots quel est votre champ de recherche ?
- 4 - Kerem Öktem (KÖ). Les problèmes des minorités, de l'altérité et de l'exclusion avec l'idée de la réconciliation et de la reconnaissance, qui posent les grandes questions de l'État-nation. Sa violence inhérente et les formes extrêmes qu'elle peut prendre, la guerre, les déplacements forcés, le nettoyage ethnique et le génocide : tout cela a façonné le destin de la Turquie, de ses régions et de leurs habitants.

- 5 - SW. *Angry nation*, est-ce de l'histoire ?
- 6 - KÖ. C'est une histoire du présent comme dirait Timothy Garton Ash (1999 ; 2009), une *Zeitgeschichte*. C'est une tentative d'écrire un croquis de l'histoire en tant qu'elle se déroule. C'est ce que j'essaie de faire : écrire cette histoire de la Turquie des 30 dernières années et ses derniers rebondissements, partant du point de vue de personnes qui ne seraient pas entendues autrement, dont on ne tiendrait pas compte en écrivant une histoire de la Turquie : les kurdes, les alévis, les LGBT; ce qui se passe aux marges pour comprendre une société.
- 7 - SW. *Another empire* propose une clé intéressante, le néo-ottomanisme.
- 8 - KÖ. C'est un volume collectif, nous avons tenté d'interroger le rôle changeant de la Turquie dans cette région et dans le monde. Deux choses : la première, c'est qu'il faut toujours se rappeler que la Turquie fait partie de plusieurs sous-systèmes régionaux. C'est pourquoi quand on étudie les transformations de son rôle, il faut s'intéresser à toutes ces aires. On a essayé de porter les voix de ces régions pour comprendre comment le rôle de la Turquie nous amène à repenser l'influence, si on est passé d'un point de vue plutôt centré sur le stato-national ou en tant que client américain, ce qu'elle était dans la région, pour devenir une puissance régionale. Nous avons vu l'émergence d'une sorte de confiance en soi, d'un désir de jouer un rôle de *leadership* dans toute la région, l'émergence d'une image de la politique extérieure basée sur l'identité. Nous exprimions déjà notre interprétation que cette politique extérieure était destinée à échouer, parce que ce n'est pas ainsi qu'on fait de la politique extérieure. On trouve beaucoup de publications sur le *soft power*, sans lequel le *hard power* n'a pas de pouvoir, c'est ce qu'on observe en Syrie. Au début du conflit syrien, la Turquie était l'acteur le plus critique de Assad, le plus déterminé, vu par le reste du monde comme un des acteurs principaux dans ce conflit. Istanbul est devenu l'endroit où l'opposition syrienne avait sa base, la plupart des armes qui leur étaient fournies passaient par la Turquie, de la même manière que la plupart des djihadistes internationaux. C'était une sorte de canal pour les armes et les personnes, mais comparons entre 2011 et aujourd'hui, les acteurs qui sont aujourd'hui visibles dans le conflit syrien, dites-moi si la Turquie est là ; on voit la Russie, les États-Unis, Israël à la périphérie, et maintenant l'Iran. La Syrie est l'exemple parfait de la montée en puissance et de la chute d'un agenda régional confiant en soi, pour ne pas dire qu'il relevait d'une certaine *hybris*.
- 9 - SW. Et le rôle de la Turquie dans d'autres pays de la région ?
- 10 - KÖ. Ce qu'on a vu avec cette politique étrangère proactive et multi-acteurs a commencé plutôt dans le milieu des années 2000. L'doctrine du ministre des affaires étrangères, Ahmet Davutoglu, reposait sur deux aspects : l'un était « zéro problème avec les voisins », l'autre était « profondeur stratégique » (*strategic depth*), selon laquelle l'influence est fondée sur la culture, la langue, l'histoire, un *soft power* qui confère une certaine profondeur, un enracinement dans l'environnement stratégique. C'est ce qu'on peut étendre à la notion de néo-ottomanisme : la manière dont on utilise l'héritage ottoman dans les régions qui lui sont liées, pour y légitimer une présence, partout où l'Empire ottoman s'est étendu : les Balkans, dans le Moyen-Orient et en Afrique du Nord.
- 11 - SW. Un exemple ?

- 12 - KÖ. C'est une doctrine, justifiant que la Turquie est mieux placée que les autres. Ce sont les Balkans qui sont les plus importants, c'est là qu'en termes d'architecture, de traces, de mémoires, on peut ressentir l'Empire ottoman. La présence historique, les communautés turcophones, l'islam, les mosquées, l'architecture ottomane, la manière dont les systèmes juridique et politique sont imbriqués dans les systèmes culturels, en Bosnie Herzégovine, au Kosovo, en Macédoine, en Albanie, et même en Serbie. C'est une politique qui aurait pu être finement intuitive, mais il ne faut pas oublier que le *background* du parti au gouvernement, c'est un point de vue sur le monde inspiré par les notions islamistes (et l'islam politique turc n'est pas le même que celui des Frères musulmans), l'islam en tant que catégorie positive. Ce qui fait qu'on oublie que l'Empire ottoman n'est pas ressenti ni remémoré de la même manière entre musulmans et non musulmans, ni même d'une communauté musulmane à l'autre. Par exemple en Albanie, à majorité musulmane, il y a eu comme idée nationale de se libérer de l'influence ottomane.
- 13 En Bosnie-Herzégovine, il y a une grande sympathie pour la Turquie parmi les Bosniaques, mais ils n'oublient pas que l'Empire ottoman les a laissés entre les mains des Habsbourg. Donc la *strategic depth* vue d'Ankara ne correspond pas forcément à ce qu'on en perçoit dans les Balkans. C'est pour cette raison que cette doctrine avait des limites claires, même si elle était imaginative.
- 14 Pour revenir à la politique étrangère, c'était une idée intéressante, la *strategic depth*. Avant, la Turquie a eu des relations tendues avec ses voisins ; ce voisinage d'ennemis a permis aux leaders de développer un système politique tourné vers l'intérieur, où la peur des voisins, des autres, était devenu un mode de gouverner. Et ce jusque dans les années 2000. Maintenant, du fait des bonnes relations avec les voisins, cette gouvernance par la peur disparaît. Jusqu'autour de 2009, cela semblait un bon résultat, les relations sont meilleures avec l'Arménie, avec Chypre, mais maintenant quand on regarde les printemps arabes, cela a détruit les bases de cette politique. Parce qu'en Syrie, la Turquie devient le premier ennemi du régime, elle s'est engagée dans le conflit, ce qui est contraire à la doctrine. De même en Égypte, elle a rejoint le côté des Ikhwan (les Frères musulmans), et maintenant c'est un problème dans ses relations. Donc la politique du « zéro problème » s'est effondrée.
- 15 - SW. Et la place des relations avec Israël dans le rapport de la Turquie avec les mouvements arabes ?
- 16 - KÖ. Israël est le prisme par lequel on peut le mieux voir le changement graduel de la politique étrangère de la Turquie, s'éloignant de la stratégie précédente, vers une diplomatie basée sur l'identité et l'idéologie ; l'identité étant l'islam et l'idéologie étant l'islamisme, ou islam politique. Initialement, bien sûr, la critique adressée au gouvernement israélien était justifiée, Israël avait le gouvernement le plus nationaliste depuis longtemps, donc cela se comprend. Le gouvernement a pris une décision stratégique judicieuse : avoir ce conflit avec Israël l'a aidé à rayonner dans les pays arabes. La Turquie était perçue comme le seul pays musulman, avec l'Iran, à s'opposer à Israël, ce que la plupart des leaders arabes n'avaient pas fait, par atlantisme – même si la Turquie continue à être un acteur atlantiste et membre de l'OTAN, le gouvernement a tenté, sans grand succès, la quadrature du cercle. Mais cette stratégie n'a pas réussi, la sympathie pour la Turquie dans le monde arabe n'a duré qu'un temps. La crédibilité s'est effritée, elle est devenue partie du conflit, non plus un médiateur. La sympathie du

monde arabe a eu une vie courte. Le gouvernement actuel a interdit de diffuser les émissions télévisées turques en Égypte.

- 17 - SW. Les films et les séries TV turques, qui ont connu un développement sidérant, font-ils partie du *soft power* ?
- 18 - KÖ. Les séries ont été vues comme une grande pop culture, une dimension du *soft power* turc dans la région, depuis les Balkans jusqu'à certains pays comme l'Iran où elles sont captées de manière clandestine. Les séries turques sont analysées par les observateurs comme un mélange entre tradition et vie moderne, entre valeurs occidentales et musulmanes. Je dirais plutôt qu'elles ont créé des imaginaires culturels tape-à-l'œil et hybrides qui combinent des traditions conservatrices et des styles de vie ultra-urbains, créant des espaces pour des modernités hybrides marchandisées et des sensibilités religieuses interchangeable. Elles ont eu un impact massif dans le monde arabe et dans les Balkans, pour des raisons variées. Les Turcs ont regardé des séries américaines pendant les années 1980 et 1990 et n'en sont pas pour autant devenus pro-américains, les gens qui regardent aujourd'hui les séries turques n'en deviennent pas pro-turcs. L'industrie de production TV turque connut un boom au cours des années 2000, après l'effondrement de l'hégémonie kémaliste et avant que l'hégémonie de l'AKP ne soit établie. Cet espace de créativité s'est effrité à la fin des années 2000 et a été l'objet d'attaques significatives après la troisième victoire de l'AKP aux élections en 2009. Il y a alors eu une explosion beaucoup plus critique de la créativité et des professions créatives, un bouillonnement culturel et d'art contemporain, surtout avec la Biennale d'Istanbul qui était politiquement très radicale. Il y a donc un espace de contestation au sein de la Turquie, sur la politique de la vie quotidienne : le genre, la subculture LGBT, les identités ethniques. L'art contemporain a été l'un des principaux espaces de contestation. Et cette diffusion de la contestation se voit aussi dans le cinéma, nombre de grandes productions cinématographiques sur le passé récent, sur l'histoire de la Turquie, ont été regardés par des millions de personnes. Depuis 2011, cet espace a été restreint massivement.
- 19 - SW. Y compris vis à vis des kurdes ?
- 20 - KÖ. Non, c'est différent. Il y a toujours une initiative pour leur donner des droits, il y a un processus de réforme constitutionnelle qui est toujours en train de se faire. Mais par ailleurs, il y a une censure croissante dans les médias, qui s'est renforcée pendant la protestation au Gezi park, et une politique sociale conservatrice croissante, une idéologie conservatrice qui est poussée dans toutes les institutions. Depuis la troisième victoire aux élections de l'AKP, tout a l'air de changer, on passe d'un leader démocratique à un leader autocratique. Il y a un tournant vers une politique intérieure conservatrice, surtout dans l'éducation, la politique familiale, les politiques sociales. Et un tournant plus sectaire dans la politique étrangère, pas seulement à travers un regard vers une communauté sunnite, mais plutôt vers les Frères musulmans, pas seulement en Égypte, aussi en Tunisie, en Syrie.
- 21 - SW. Quelle a été la réception de vos écrits en Turquie, dans le monde académique turc, dans la sphère académique au-delà de la Turquie ?
- 22 - KÖ. Je n'ai malheureusement pas beaucoup publié en Turquie. Mes publications en anglais ou en allemand ont été reconnues par une partie des universitaires turcs ; la communauté universitaire turque est très nombreuse, avec certes beaucoup de représentants qui ne sont pas critiques, mais une minorité d'entre eux sont critiques et sont pour le coup extrêmement radicaux dans leur critique. Ceux-là sont très proches

des institutions de recherche britanniques et françaises, par exemple à l'EHESS. Dans ces réseaux, j'ai été de ceux, nombreux, qui ont défié le statu quo de la pensée du national dans la Turquie laïque moderne, national basé sur un jacobinisme monolithique par le haut pour construire ce qu'on pourrait appeler l'identité nationale.

- 23 Cette identité a changé maintenant. En termes de réception, quand j'ai commencé à travailler sur ces problèmes, sur ces tabous, ces niches de recherche (*niche issues*), cela m'a demandé beaucoup de courage et d'efforts, mais avec le temps, une partie de la communauté académique a vraiment mis au défi l'historiographie turque, des lieux communs comme l'identité ethnique ou sexuelle et la manière dont ils sont pensés dans le cadre national. Beaucoup de ces questions taboues que nous avons travaillées dans les années 2000 ont cessé de l'être, avec les changements politiques du pays. De nouveaux tabous sont apparus, notamment pour ce qui concerne le religieux, ont depuis émergé.
- 24 - SW. Où sont basés les chercheurs critiques radicaux turcs ?
- 25 - KÖ. Dans des centres intellectuels et de recherche engagés dans l'investigation et la recherche indépendante, comme l'université du Bosphore, les universités Sabanci, Galatasaray (très proche de l'EHESS par ses collaborations) et celle de Bilgi, et bien sûr certaines universités américaines.
- 26 - SW. Vous considérez-vous plutôt comme un géographe ou comme un chercheur en études politiques ?
- 27 - KÖ. Je travaille dans le champ des études sur le Moyen-Orient (*middle eastern studies*), j'ai fait mon doctorat avec Erik Swyngedouw en géographie à Oxford, géographe et marxiste. Je me considère plutôt comme un représentant des *area studies*.
- 28 - SW. Quelle différence faites-vous entre géographie et *area studies* ?
- 29 - KÖ. Les *area studies* ont un focus fort sur les ancrages régionaux, elles partagent des méthodes et perspectives avec les approches postmodernes, post-marxistes et post-structuralistes en géographie, ce qu'on pourrait appeler la post-géographie, mais en restant fondée sur une expertise d'une région particulière, de mon point de vue, c'est la principale différence. Evidemment la différence entre un géographe du Moyen-Orient et un représentant des *areas studies* est négligeable.
- 30 - SW. Ne pensez-vous pas qu'un positionnement en *area studies* pourrait s'accompagner pour certains d'une perte de contact avec le renouvellement disciplinaire ?
- 31 - KÖ. C'est le principal problème, si les *areas studies* s'enferment dans leur champ, elles perdent les relations avec les débats disciplinaires, mais je crois qu'on peut rester en contact permanent avec sa discipline. De ce point de vue, j'ai migré un peu vers les sciences politiques. Inversement, avec une orientation disciplinaire forte, on peut perdre la profondeur d'une expertise de terrain sur une région définie, de la même manière que sans fondement disciplinaire fort, on peut risquer de ne plus être capable de faire en sorte que les résultats apportent quelque chose pour les autres dans le débat. D'une certaine manière, c'est un compromis.
- 32 - SW. Votre thèse de géographie, sur quoi portait-elle ?
- 33 - KÖ. Sur la région d'Urfa dans le sud-est de la Turquie, l'ancienne Edessa, avec comme axe de réflexion la construction spatiale de la nation de la Turquie moderne républicaine à partir des marges.
- 34 - SW. Quel a été l'apport de Swyngedouw dans votre réflexion depuis lors ?

- 35 - KÖ. Pendant la thèse, c'était la première fois que je travaillais avec un penseur marxiste, néomarxiste, ou plutôt néomarxien (Swyngedouw, 2004 ; Merrifield, Swyngedouw, 1996). Je crois qu'il a influencé définitivement ma pensée de l'espace. Quand j'ai lu Lefebvre, Harvey, j'ai définitivement regardé les espaces du capitalisme qui sont les espaces de nos vies, d'un point de vue critique, sous l'angle du matérialisme historique. Cela ne veut pas dire que je suis un matérialiste historique, mais cette perspective donne une profondeur que les autres n'apportent pas.
- 36 - SW : Par exemple pensez-vous qu'il y a des pièges dans certains positionnements postmodernes, que l'approche néomarxiste permettrait d'éviter ?
- 37 - KÖ. J'ai visiblement hérité de Swyngedouw le souci d'une pensée marxiste à différents niveaux, notamment à travers son affinité avec les *Onze thèses sur Feuerbach*, selon lesquelles si les philosophes ont cherché à comprendre le monde, ce qui compte c'est de le transformer. Cette idée, c'est quelque chose qui résonne avec moi, je ne sais pas dans quelle mesure. Rester assis, décrire, déconstruire, analyser, ce n'est pas assez. Il faut penser ce qu'on peut changer. C'est ce qui a laissé un impact important sur ma pensée.
- 38 - SW. Comment vous êtes-vous engagé à changer des choses ?
- 39 - KÖ. En écrivant sur des sujets de niche comme ceux que nous avons évoqués, au prix de nombreux efforts, avec peu de retour. Quand on parle des relations turco-arméniennes, il y a huit ans de cela, on avait peu de retour. Il y a des sujets sur lesquels vous pouvez écrire pour vous assurer une carrière éclair et en ligne droite, mais quand on se confronte aux problèmes politiques, aux institutions, aux ambassades, la seule raison, c'est que vous pensez que quelque chose doit changer.
- 40 - SW. Vous avez alors été proche des mouvements activistes, kurdes, arméniens, gays.
- 41 - KÖ. Oui, j'ai été en contact et le suis toujours. En tant que critique universitaire, cela fait une différence. Mais si je peux me permettre de me contredire ici, malgré tout, il faut savoir garder une ligne entre l'enquête académique et l'activisme. C'est une ligne qui se négocie. Par exemple, j'ai organisé et été un co-fondateur d'une association turco-arménienne à Londres, *Project of Armenian and turkish studies*, PATS. « Pats » signifie en arménien « *openness* » (plus qu'ouverture, une ouverture d'esprit). J'ai joué un rôle à Londres, pas en Turquie, dans ce mouvement qui a été rejoint par des Kurdes, des Arméniens et des Turcs. J'ai développé des projets académiques avec Sossie Kasbarian (2009), nous avons organisé une conférence internationale sur les *Turcs et Arméniens au-delà du génocide*, qui va être publiée sous la forme d'un numéro spécial de la revue *Patterns of prejudice* en 2014.
- 42 - SW. Comment d'après vous se conjuguent le nationalisme, les minorités et le marxisme dans les contextes actuels ?
- 43 - KÖ. Cela pourrait se combiner en effet, mais pas vraiment dans mon cas. Pour moi, le marxisme est un prisme, un des prismes d'interrogation, mais je ne suis jamais devenu un penseur marxiste, ni même un penseur tout court d'ailleurs. La perspective postmoderne sur les discours, la déconstruction des choses, des relations de pouvoir, des inégalités, des discours, des idées, c'est aussi très important comme boîte à outils. Mais j'utilise l'analyse de discours. C'est très important d'exposer les inégalités et les asymétries de pouvoir, je pense que cette analyse a une force indéniable. A l'inverse, déconstruire tout a ses limites. Quand on déconstruit tout, on n'est plus capable de raconter une histoire, on n'est plus en mesure de changer la société, cela peut devenir une pensée en spirale. C'est pourquoi je pense que ces deux chemins ou plutôt ces deux

avenues d'enquête se renforcent mutuellement : les références marxiennes, dans mon travail personnel, mais aussi pour changer les choses, et les projets postmodernes de disséquer et déconstruire.

- 44 - SW. Comment voyez-vous votre place dans le milieu académique d'Oxford et plus généralement dans le paysage universitaire britannique ?
- 45 - KÖ. C'est aussi une position de niche. Normalement à l'université, on doit faire partie d'un groupe en particulier, un courant identifié, que ce soit comme marxiste, ou comme post moderniste, ou même quantitatif. Je n'ai en réalité fait partie d'aucun groupe. J'ai eu mon propre projet et une position qui est la mienne, c'est difficile. D'autant que faire partie d'un groupe labellisé, cela accélère une carrière. Je ne revendique aucune appartenance universitaire en particulier.
- 46 - SW. Peut-on dire qu'Oxford, c'est une île ?
- 47 - KÖ. Oui, c'est une île dans le sens kantien. Une île d'illumination (*enlightment*) au sens des Lumières, une île de la pensée, mais c'est aussi une île conservatrice. Oxford est loin du monde, même si c'est un centre du monde de la pensée. On n'a pas beaucoup de contacts avec les conflits réels, les contestations et la société globalisée moderne dans laquelle on vit. C'est un peu comme dans d'autres villes universitaires : le prolétariat global, on pourrait dire le précariat global, vit ailleurs.
- 48 - SW. Quels conflits sont importants pour vous ?
- 49 - KÖ. Nos sociétés sont profondément inégales, injustes, il y a une asymétrie de pouvoir qui est massive. Et la critique marxiste, je la partage : ce sont des conflits à tous les niveaux parce que les gens sont construits comme différents, altérés, et les autres sont dans l'effroi. La sécurité de votre position dans la société devient l'enjeu unique. Évidemment les conflits sont particulièrement significatifs quand ils sont ouverts, tout le monde en est conscient, les manières de trouver des solutions, de s'organiser sont élaborées collectivement, mais quand les conflits sont cachés ou enfouis, qu'ils sont occultés, je crois que c'est le rôle des penseurs critiques de les rendre visibles. C'est ce qui traverse beaucoup de choses que j'ai travaillées. Quand vous demandiez en Turquie il y a dix ans à un citoyen moyen, un représentant diplomatique, ce qu'ils pensaient du génocide arménien, ils répondaient « oh, il n'y a pas de problème, ce n'est justement pas un problème ». Quand on est un hétérosexuel, dans toute société, ce que les gays expérimentent de l'exclusion, de l'oppression, même si on désapprouve les agressions homophobes, on ne comprend pas vraiment ce que signifie l'homophobie comme expérience.
- 50 - SW. Quel est votre engagement dans les mouvements gays et lesbiens en tant que chercheur ?
- 51 - KÖ. J'ai suivi le mouvement LGBT en Turquie depuis des années, comme toutes les minorités. Si on veut comprendre une société, dans quelle mesure elle est inclusive, démocratique, le mieux c'est de regarder les marges, pas le centre. C'est ce que j'essaie de faire dans *Angry nation* : comment les kurdes, les alevis, les LGBT, ont répondu au changement social depuis 30 ans. Ce qui m'a amené à mieux comprendre la société turque et ses transformations récentes. Le mouvement LGBT en Turquie est particulièrement intéressant, parce qu'au début il n'y avait rien, la terminologie n'était même pas là. La première marche, la première *gay pride*, c'était à la fin des années 1990, c'est dans mon article, il y n'avait que 50 personnes, le gouverneur de la ville a essayé de l'interdire. Il n'y avait pas une seule personne qui pouvait faire une conférence de

presse en réaction à cette interdiction, ce sont des sympathisants hétéro qui ont fait la conférence de presse. Quand on voit comment cela s'est développé depuis, jusqu'à réunir 30 000 personnes cette année à Istanbul, cela fait une différence. C'est le seul pays du monde musulman, peut être avec le Liban à une échelle beaucoup plus restreinte, à avoir un mouvement LGBT. C'est un signal massif.

- 52 - SW. Est-ce un point de référence pour les autres pays ?
- 53 - KÖ. Jusqu'à récemment, c'était le seul pays où se tenait une *gay pride*, parmi les voisins de l'est et de l'ouest. Il n'y avait rien en Grèce, rien en Bulgarie, où c'est très récent, rien en Serbie, en Croatie. Il y avait des chasses à l'homme en Serbie et en Bosnie et des attaques, comme en Russie. De ce point de vue, Istanbul a été le centre de l'activisme gay pour la région. La seule place où l'identité gay politique a été si visible. Quand on pense à la Turquie, on ne pense pas qu'au Moyen-Orient, mais aussi à l'Europe de l'est. Des organisations LGBT de Turquie organisaient pour leurs homologues des pays voisins des rassemblements d'activistes pour la lutte contre l'homophobie à Istanbul.
- 54 - SW. Donc vous ne placez pas la Turquie au Moyen-Orient à proprement parler ? Voilà qui interroge les *area studies*.
- 55 - KÖ. Si, mais aussi en Europe de l'est, dans les Balkans, dans la mer Noire, dans le Caucase. Je crois qu'il est important de dire que la Turquie est un pays mais Istanbul est une ville, qui défie les frontières soigneusement entretenues, les délimitations entre les continents, entre les espaces régionaux. Quand on est à Istanbul, cela n'a pas de sens, les limites géopolitiques ou géoculturelles. Ce sont des constructions sociales et politiques, le « Moyen-Orient », les « Balkans ». Ces mots sont très problématiques en Turquie puisque le pays est partie prenante des cinq aires (Balkans, Moyen-Orient, mer Noire, mer Méditerranée, Caucase). Ces découpages sont problématiques partout, il ne faut pas oublier qu'ils sont beaucoup plus imaginés et moins tangibles que les États-nations.
- 56 - SW. Quelle a été votre activité pendant les événements de Taksim ?
- 57 - KÖ. Il se trouve que j'étais là, pour une conférence organisée par la *Hrant Dink Foundation*. Hrant Dink était un journaliste turc arménien tué par des nationalistes avec la couverture de l'État. C'était un symposium qui portait son nom en sa mémoire. Sossie Kasbarian et moi étions en train de présenter un papier sur ce réseau turco-arménien qu'on avait créé en Angleterre, et pendant qu'on parlait sur la réconciliation, la protestation commençait, les gaz nous ont entourés, et tout s'est relié. Soudainement, il y avait des Arméniens, des LGBT, des Alévis, des Kurdes sur la place Taksim, et évidemment des Turcs, et même des musulmans conservateurs, et tous réclamaient leur droit à la ville, leur droit à la mémoire des différentes luttes dans le pays, tout s'est relié. Il fallait ré-imaginer la Turquie depuis les marges.
- 58 - SW. Est-ce en train de se faire ?
- 59 - KÖ. Non, parce que la majorité est depuis récemment plus puissante, mais je crois que cela a eu un impact important. Ces mouvements sont devenus très visibles, cela a créé des espaces pour des alliances et des solidarités nouvelles. C'est pourquoi les marges LGBT ont porté le nombre des manifestants à 30 000 sur Istiklal caddesi, renforcés par les manifestations de Gezi Park en juillet.
- 60 - SW. Quel regard portez-vous sur ce qu'on a appelé les « printemps arabes » ? Je vous propose de commencer par l'Égypte.

- 61 - KÖ. Je crois que les mouvements qui ont animé la Tunisie et l'Égypte ont été particulièrement fascinants, en ce qu'ils montraient les potentialités d'un changement radical dans ces sociétés. Pendant un bref laps de temps ils ont montré, à nous et aux gens de ces pays, la possibilité d'un futur radicalement différent, d'une Égypte radicalement différente. Je crois que la potentialité en tant que promesse est toujours là en Tunisie,. Mais en Égypte, je crois qu'on atteint la situation où la potentialité va se limiter à être une mémoire pour la prochaine génération, qui se souviendra qu'il y a eu cette impressionnante collectivité dans la rue, défiant tout ce qui a été pensé précisément pour ne pas être changeable, ni contestable. En Syrie, on ne sait même pas combien de personnes seront encore là pour s'en souvenir à la génération suivante, tellement la société est en passe d'être détruite.
- 62 Je pense qu'indépendamment des résultats directs, surtout pour les jeunes, c'était une expérience profondément émancipatrice (*empowering*). Cela a changé la position des personnes en tant que sujets. Mais quand on pense à l'Égypte, cela a tellement changé depuis. Maintenant les principaux groupes de jeunes révolutionnaires défendent une position pro-armée comme l'ont montré les évolutions qui ont suivi le mouvement du Tamarod². Ceci, évidemment, soulève la question : si les révolutionnaires peuvent être si rapidement pro-militaires, n'y avait-il pas quelque chose qui n'allait pas dès le début ?
- 63 - SW. Pensez-vous que ce soit l'angoisse vis à vis des Frères ?
- 64 - KÖ. Oui, ils ont peur des Frères. Mais ils ont peur de la différence, et la démocratie, c'est la gestion de la différence, donc l'Égypte actuelle est plus loin de la démocratie qu'en 2011.
- 65 En Tunisie, la promesse est toujours là, mais je voudrais dire qu'en tant que quelqu'un de Turquie qui a vécu en Allemagne et en Grande Bretagne, et malgré mes premières rencontres avec Swyngedouw et le marxisme, je ne suis pas un grand fan des révolutions. Spécialement dans le Moyen-Orient : les moments destructifs et les prises de pouvoir par les militaires, ont été appelés à titre posthume des révolutions. 1952 en Égypte a été ultérieurement appelée révolution alors que c'était une prise de pouvoir. C'est ce qui se passe partout au Moyen-Orient. La seule véritable révolution, c'est l'Iran. Ce serait un argument pour dire que je n'aime pas la révolution. J'y vois trois raisons : 1) ce qui est appelé révolution au Moyen-Orient n'est souvent qu'un coup d'État militaire, où l'instauration d'un dogme débouche sur une fossilisation. Par exemple dans le cas de l'instauration de la République turque en 1923, qui était un mélange de révolution par le haut et de prise militaire du pouvoir : la transformation de la laïcité (*laiklik*) en dogme politique a bloqué le processus de sécularisation ; 2) le changement social et politique se fait de toutes façons graduellement ; 3) la seule révolution est la révolution iranienne. Et malgré toutes les nuances qu'on peut y apporter, tous les acquis qu'elle a permis, c'est pour les autres pays le symbole de la route du succès islamiste.
- 66 Je ne suis pas pour autant d'accord avec ceux qui blâment l'Iran. C'est un pays qui a réussi une multitude de choses : une amélioration spectaculaire de l'éducation pour des segments très larges de la société, le fort taux d'emploi des femmes, une production culturelle spectaculaire. Mais c'est aussi un exemple d'arrivée au pouvoir des islamistes. En Iran, parce que les opposants ont fait l'expérience de la violence et de la destruction, ils ne sont pas partisans d'une nouvelle révolution, ils n'ont pas d'autre choix que d'agir avec et dans le cadre des institutions islamiques. C'est une forme de

maturité politique si l'on veut. En Égypte, si les laïcs avaient pu retenir leur respiration, ils auraient pu attendre la prochaine élection, et si 20 millions personnes avaient signé la lettre de Tammarod, ils auraient voté contre au tour d'après. Ils n'ont pas attendu, parce que les laïcs étaient impatients et effrayés de leur propre peuple. Les Frères musulmans auraient achevé leur période de gouvernement d'eux-mêmes. Je ne partage pas l'idée selon laquelle quand les gens votent, ce serait systématiquement pour les partis islamiques : il faut attendre. En Turquie ce n'est pas la même chose, elle n'est à cet égard pas un pays du Moyen-Orient, c'est une structure démocratique plus ancienne, indépendamment de l'idée qu'elle fonctionne ou pas. L'AKP atteint 50 % des votes non pas tant parce que c'est un parti islamique que parce qu'il y a des progrès économiques. Ce qu'on voit c'est que si on donnait la possibilité aux partis islamistes d'échouer, ils échoueraient, et on les laisserait partir. En Égypte, on ne leur donne pas la possibilité. Ce qui est arrivé en Égypte est une telle frustration et une telle insulte pour tous. Les gens disent que ce n'était pas un coup d'État, mais oui bien sûr que c'était un coup d'État. Désormais les Frères sont des martyrs. On ne peut pas faire une démocratie avec des martyrs.

- 67 - SW. Et du côté de la rébellion syrienne, la création de l'État islamique d'Irak et Chams ?
- 68 - KÖ. C'est un sac de nœuds, l'État islamique avec Al Nosra à la frontière de la Turquie. Maintenant la Turquie a pour ainsi dire une frontière avec ce que certains ont désigné comme un autre Afghanistan. C'est le résultat d'une politique étrangère ambiguë de la Turquie, qui les a soutenus contre le régime syrien pendant un temps. Cela va avoir des impacts majeurs sur les affaires intérieures de la Turquie, sur les relations entre les sunnites et les alévis. Les alévis sont différents de la secte des alaouites en Syrie, mais s'en sentent assez proches, sans oublier qu'il y a des arabes alaouites en Turquie, à Hatay, Adana, Mersin, où on les appelle Nusayri (du nom du Jebel Nussair en Syrie). On peut imaginer par exemple ce que cela va soulever comme questions dans le *sandjak* d'Alexandrette, qui présente la même composition religieuse qu'en Syrie. Cela a donné une composition sectaire en Syrie, pourquoi pas en Turquie.
- 69 - SW. Le transnational, est-ce pour vous une approche pertinente ?
- 70 - KÖ. Penser transnational, c'est reconnaître qu'il y a un monde au-delà de la nation, une myriade de réseaux d'échange, d'idées, de biens et de personnes dans toutes les directions, mais que la nation est toujours un acteur important. C'est important quand on regarde les soulèvements arabes. Il y avait un fort élément transnational, de très nombreuses références, ouvertement proclamées, à la Tunisie, au Yémen, à Tahrir, à Mohammed Bouazizi³, devenu un héros dans tous les mouvements activistes. Il y avait une mobilisation qui avait un élément transnational de méthode de protestation sociale, une sorte de formation panarabe. Mais bien sûr récemment, ces « révolutions » ont eu à se confronter à leur État national, aux polices nationales, aux armées nationales. Pour les revendications, en termes d'organisation, de symboles, d'idéologie, il y a une dimension transnationale, mais les revendications sont adressées à des gouvernements nationaux ou locaux. Elles portaient sur le chômage et l'austérité en Espagne et en Grèce, sur la corruption, le chômage et la crise en Bulgarie, sur les droits sociaux, la pauvreté et la liberté en Égypte, sur l'aménagement urbain et le sur-développement en Turquie. Dans tous ces cas, les manifestants essayaient de se voir comme inspirés de mouvements d'ailleurs, en aller-retour (*Occupy wall street*, Tahrir...). En tant qu'un ensemble de symboles et de sentiments de faire partie d'une échelle plus

vaste, cette dimension transnationale est fortement motrice, pas moins que la dimension transnationale de ce qui doit être contesté, à savoir la dimension globale du capitalisme néolibéral. De l'Espagne à l'Égypte, l'État-nation, c'est ce qui crée l'espace où les affrontements ont lieu. Ce ne sont pas les polices transnationales qui vous attaquent avec des lacrymogènes même si les bombes lacrymogènes sont, elles, transnationales puisque celles qui ont été utilisées à Istanbul étaient produites au Brésil !

- 71 - SW. Est-ce que le transnational peut inversement affaiblir la contestation ?
- 72 - KÖ. En Turquie, c'est dans un pays où le développement économique est massif depuis 10 ans, les progrès sont spectaculaires ! Ce ne sont pas des protestations de la pauvreté, mais qui émanent d'une certaine richesse. C'est la principale différence avec les deux principaux mouvements arabes et avec la protestation contre l'austérité en Europe. Je pense qu'en Égypte, le mouvement des travailleurs était puissant au début, c'est pour ça que ce je ne pense pas que cela a été affaibli par ces liens transnationaux. Le problème c'est bien sûr qu'on observait tellement de couches de protestations empilées : l'une c'était les inégalités sociales, l'autre la justice sociale, la troisième c'était la liberté, la revendication du non autoritarisme, la démocratie, encore une autre, c'est l'égalité de genre. Il y a eu une coalition éphémère de ces groupes, mais le national à la fin est devenu plus fort et a dépassé la demande de justice sociale et d'égalité de genre. Finalement les révolutionnaires ont eu une revendication nationaliste, c'est pour ça que cela été si rapide et que beaucoup d'entre eux tournent leur soutien vers l'armée.
- 73 Je suis convaincu par l'idée d'une relation dialectique entre national et transnational. Dans le monde arabe, la contestation a réussi à faire entrevoir les potentialités de ces pays pour un autre futur. En Turquie, les manifestations ont montré la possibilité d'une protestation non hiérarchique et des formes nouvelles, plus démocratiques, de participation politique. En Europe, elles interrogent les limites du néolibéralisme dans la mise en œuvre d'une sortie de crise. Quelles parts de ces expériences vont faire leur chemin dans le monde organisé de la politique, c'est une question à poser, qui est cruciale pour le rôle des chercheurs aujourd'hui.

BIBLIOGRAPHIE

Garton Ash T., 1999. *History of the Present: Essays, Sketches, and Dispatches from Europe in the 1990s*. Allen Lane.

Garton Ash T., 2009. *Facts are Subversive: Political Writing from a Decade without a Name*. Atlantic Books.

Kasbarian S., 2009. Whose Space, Whose Interests?: Clashes within Armenian Diasporic Civil Society. *Armenian Review*, vol. 51, n° 1-4, p. 81-109.

Öktem K., 2008. Another Struggle: Sexual Identity Politics in Unsettled Turkey. *Middle East Report*, en ligne, septembre.

Öktem K., Anastaidis O., Nikolaidis K. (dir.), 2009. *In the long shadow of Europe. Greeks and Turks in the era of Post-Nationalism*. Leiden, Brill.

Öktem K., Abou El-Fadl Reem (dir.), 2009. *Mutual Misunderstandings: Muslims in the European media, Europe in the media of Muslim majority countries*. Oxford, European Studies Centre.

Öktem K., 2010. Alles Stehende verdampft : Homosexuelle Bewegungen und Identitäten im Kontext patriarchaler Machstrukturen in der Türkei. In Holzleithner E., Strasser S., *Multikulturalismus queer gelesen: Zwangsheirat und gleichgeschlechtliche Ehe in pluralen Gesellschaften (Politik der Geschlechterverhältnisse)*. Frankfurt a. M. Campus.

Swyngedouw E., Merrifield A. (dir.), 1996. *The Urbanization of Injustice*. London, Lawrence and Wishart.

Swyngedouw E., 2004. *Social Power and the Urbanization of Water. Flows of Power*. Oxford, Oxford University Press.

NOTES

1. En particulier de nombreuses interventions sur le site *Open Democracy*.
2. Tammarod, ou Tamarud, « rébellion » en arabe, est un mouvement de contestation du gouvernement de M. Morsi, qui a lancé en mai 2013, essentiellement sur les réseaux sociaux en ligne, une pétition demandant des élections présidentielles anticipées. Il a inspiré, avec quelques prises de distances vis à vis de ce qui s'est passé en Égypte, un mouvement comparable en Tunisie.
3. Jeune travailleur tunisien qui s'est immolé par le feu et est décédé en hiver 2011 en Tunisie.

AUTEUR

SERGE WEBER

Serge weber serge.weber@gmail.com, est Maître de conférences à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée et membre de l'ANR SYSREMO (Géographies de la mondialisation : émergence d'un système régional au Moyen-Orient, Rennes 2).